

L'industrie suisse vit des heures sombres mais n'envisage pas vraiment de produire plus sur sol américain

Les firmes misent sur l'Europe

MAUDE BONVIN

Droits de douane ► Franc fort et faiblesse de la demande mondiale. L'industrie des machines ne voit pas le bout du tunnel. «Et avec le marteau douanier américain, notre branche encaisse un nouveau coup dur», déplore le président de Swissmem, Martin Hirzel. Près de deux tiers des entreprises du secteur commercialisent avec les Etats-Unis.

Le président de l'organisation faïtière de l'industrie tech n'a pas peur des mots: «Nous avons tous appris à l'école qu'après deux trimestres consécutifs de baisse de la performance économique, on parle de récession. Dans notre branche, cela fait plus de deux ans que les chiffres d'affaires sont en recul.» Un repli qualifié d'historique.

Et la pente n'est pas près d'être remontée: les entrées de commandes ont diminué de plus de 13% entre le premier et le deuxième trimestre de cette année.

Conséquence: les usines ne tournent pas à plein régime. Quatre PME helvétiques sur dix, actives dans l'industrie mécanique, électrique ou encore métallurgique, enregistrent des pertes dans leurs activités en raison des barrières commerciales américaines, signale la presse alémanique.

Chômage partiel

Selon une enquête menée par l'association Swissmechanic, des dizaines de milliers d'emplois sont menacés. L'industrie tech a déjà perdu plus de 3000 postes de travail entre mars et juin. Près de 60% des firmes interrogées par Swissmem prévoient par ailleurs de stopper les embauches. Et elles sont 37% à envisager des restructurations.

Pour préserver l'emploi, Swissmem demande au Parlement fédéral de prolonger le chômage partiel de 18 à 24 mois. Les élus fédéraux devraient bientôt empoigner cette



L'industrie tech suisse a déjà perdu plus de 3000 postes de travail entre mars et juin. KEYSTONE

question. Pour le président de l'association faïtière, le temps presse. Et de marteler que les entreprises ont besoin de cette respiration pour se tourner vers de nouveaux marchés et développer de nouveaux produits. Selon l'association, il est donc primordial d'étendre les accords de libre-échange, tout en donnant un coup d'accélérateur aux futurs accords bilatéraux entre Berne et Bruxelles.

Le risque de délocalisations est en effet bien réel. Ainsi, 31% des sociétés sondées par Swiss-

mem réfléchissent à un transfert d'activité vers l'Union européenne (UE), taxée elle à hauteur de 15% sur sol américain. Seules 12% d'entre elles examinent la possibilité de produire davantage aux Etats-Unis, en raison notamment de la pénurie de main-d'œuvre qui sévit sur sol américain.

Pas de subventions

Afin de maintenir l'activité industrielle en Suisse, la Confédération ne devrait-elle pas se doter d'une politique industrielle?

Swissmem répond par la négative. «Nous ne voulons pas de subventions. Nous avons au contraire besoin de meilleures conditions-cadres qui réduisent considérablement les coûts d'implantation et de production sur sol helvétique», déclare Martin Hirzel.

Swissmem a dans ce sens rassemblé une dizaine de revendications qu'il a transmises au Conseil fédéral et aux parlementaires sous la Coupole. Parmi elles, figure un gel des coûts sociaux. «Le parlement examine

tout un éventail de nouvelles dépenses: 10 milliards supplémentaires pour l'AVS, des moyens accrus pour les crèches et le financement d'un congé paternel ou parental. Les coûts salariaux indirects augmenteraient encore de 1,2%. Ce n'est plus supportable», avertit Martin Hirzel.

L'Union syndicale suisse (USS) reconnaît elle qu'un droit de douane de 39% représente une charge importante pour les branches exportatrices concernées. Selon la faïtière syndicale,

il n'y a toutefois pas lieu de céder à la panique ni de profiter de la situation pour formuler des revendications au détriment des travailleurs. «Pour renforcer la compétitivité, il faut revaloriser les emplois industriels en investissant dans la formation initiale et continue et en offrant de bonnes conditions de travail», estime-t-elle. Et d'espérer que les négociations avec les Etats-Unis aboutiront à une réduction des droits de douane.



«Cela fait plus de deux ans que les chiffres d'affaires sont en baisse»

Martin Hirzel

Pour Martin Hirzel, il est tout aussi impératif de réduire la bureaucratie. Swissmem exige ainsi un assouplissement de la loi sur le matériel de guerre, tout en se défendant de vouloir affaiblir la neutralité suisse. Le Parlement fédéral se prononcera prochainement sur ce sujet.

En attendant, les exportations d'armes ont bondi au premier semestre de cette année à 358 millions de francs, soit une progression de plus de 20% sur un an. L'Allemagne est le plus gros client avec près de 160 millions de francs, suivie par les Etats-Unis avec plus de 50 millions. I



Daniel Suda-Lang (à droite), directeur de Handicap international Suisse, a fait part de son désarroi face à l'ampleur et la brutalité des coupes. DR

La Genève humanitaire à la recherche d'un second souffle

Organisations internationales Confrontées à des restrictions financières sans précédent, les ONG doivent impérativement trouver de nouvelles sources de financement.

Alain Jourdan

La salle du Club suisse de la presse affichait une tension contenue ce mardi. Le thème du débat, «Où en sont les ONG? Conséquences concrètes des coupes budgétaires», résonnait comme une urgence pour les acteurs de la Genève internationale.

Après des décennies de croissance, la coopération internationale se trouve confrontée à une contraction brutale de ses ressources, au moment même où les crises humanitaires prolifèrent: guerre en Ukraine, instabilité au Sahel, catastrophes climatiques, déplacements massifs de population. Pour nombre d'organisations, le choc est d'autant plus violent qu'il s'ajoute aux séquelles laissées par la pandémie.

Dans ce contexte, Martine Brunschwig Graf a présenté la nouvelle Fondation pour l'adaptation de la Genève internationale, qu'elle préside. «Lorsqu'on crée une fondation, il est important de définir non seulement ses objectifs, mais aussi de préciser ce qu'elle ne fait pas», a insisté d'emblée l'ancienne conseillère d'État genevoise.

Une clarification essentielle, selon elle, face aux attentes d'organisations durement frappées par les réductions de l'aide publique américaine et suisse. «Nous n'allons pas intervenir pour remplacer d'autres acteurs. Ce n'est pas notre rôle de combler les manques laissés par les coupes budgétaires», a-t-elle prévenu.

La présidente a martelé que la mission de la fondation est avant tout d'encourager l'innovation et la synergie. Avec un budget de 50 millions de francs – somme modeste à l'échelle des besoins – l'objectif est de soutenir des projets capables de devenir auto-

«Avec la décision des États-Unis de supprimer toute aide internationale, nous avons dû arrêter 25 projets et nous séparer d'environ 1000 collaborateurs sur 5000.»

Daniel Suda-Lang
Directeur de Handicap International Suisse

nomes à moyen terme. «Le terme adaptation est central», a expliqué Martine Brunschwig Graf, évoquant la nécessité de nouveaux modèles de coopération et de financement: «Trop souvent, les ONG sont en concurrence, parfois par nécessité. Nous voulons favoriser le partage de ressources et la recherche de nouvelles dynamiques.»

Mais sur le terrain, la réalité est bien plus brutale. Daniel Suda-Lang, directeur de Handicap international Suisse, n'a pas masqué son désarroi: «Nous avons anticipé certains changements de financement, mais nous avons été surpris par l'ampleur et la brutalité des coupes. Avec la décision des États-Unis de supprimer toute aide internationale, nous avons dû arrêter 25 projets et nous séparer d'environ 1000 collaborateurs sur 5000.»

Toujours un pôle central

L'impact humain est colossal: près de 300'000 bénéficiaires vulnérables – dont beaucoup en situation de handicap – se retrouvent privés d'assistance. «Plus que les chiffres, c'est cette insécurité permanente qui laisse des traces sur nos équipes», a-t-il ajouté, évoquant une période de transition douloureuse.

Le constat de Frédéric Baldini, chef du bureau Helvetas à Genève, n'est pas plus rassurant. Son organisation, qui tire près de la moitié de ses financements de la Confédération, se voit contrainte de réduire son action. «Nous allons fermer notre bureau au Sri Lanka d'ici à la fin de l'année. Cela signifie que 650'000 personnes ne pourront plus bénéficier de notre aide», a-t-il déploré. Helvetas a également dû mettre un terme à deux projets, en Moldavie et au Bangladesh.

Andreas Missbach, directeur d'Alliance Sud, a rappelé l'ampleur des réductions décidées à Berne: «Concrètement, cela représente 30 millions de moins pour l'an prochain, puis encore 50 millions en 2027 et 2028. En 2028, l'aide bilatérale sera réduite d'un quart par rapport à l'année dernière.» Et de déplorer: «Ces coupes touchent surtout l'Afrique subsaharienne, à qui il manquera 60 millions de francs.»

Pour Mark Kessler, responsable de la coopération internationale à Caritas Suisse, les conséquences sont aussi structurelles: «Moins d'argent signifie moins de projets. Les projets deviennent plus petits, plus fragmentés, avec un impact beaucoup plus limité. Cela fragilise notre modèle.» Le réseau de partenaires locaux, en particulier en Afrique, se voit menacé par l'assèchement des financements internationaux.

Face à ce tableau sombre, certains veulent toutefois croire à la résilience de la Genève humanitaire. Frédéric Baldini souligne «le terreau unique» qu'offre la ville, et son attractivité intacte malgré les pressions.

«Grande responsabilité»

Tous s'accordent pour dire que la densité d'acteurs internationaux constitue une force qu'il faut préserver. Mais le défi est immense. «La responsabilité qui nous incombe est grande», a reconnu Martine Brunschwig Graf. La fondation qu'elle préside ne prétend pas résoudre la crise financière du secteur, mais veut impulser une dynamique nouvelle. Reste à savoir si ce souffle suffira à inverser une tendance lourde: celle d'un humanitaire sous contrainte, alors que jamais les populations vulnérables n'ont eu autant besoin d'aide.

EN CHIFFRES

Droits de douane : la balance commerciale européenne se dégrade à vive allure

L'excédent commercial de l'Union européenne a fondu de près d'un tiers au deuxième trimestre. L'impact des droits de douane américains a commencé à se faire sentir, mais l'Europe connaît aussi une rapide dégradation de sa balance commerciale avec la Chine.



Des voitures allemandes sont chargées sur des navires au port de Bremerhaven, en Allemagne. Les droits de douane américains pèsent lourdement sur les exportations automobiles européennes. (Sina Schuldt/Dpa/SIPA)

Par **Vincent Collen**

Publié le 26 août 2025 à 17:33 | Mis à jour le 26 août 2025 à 18:06

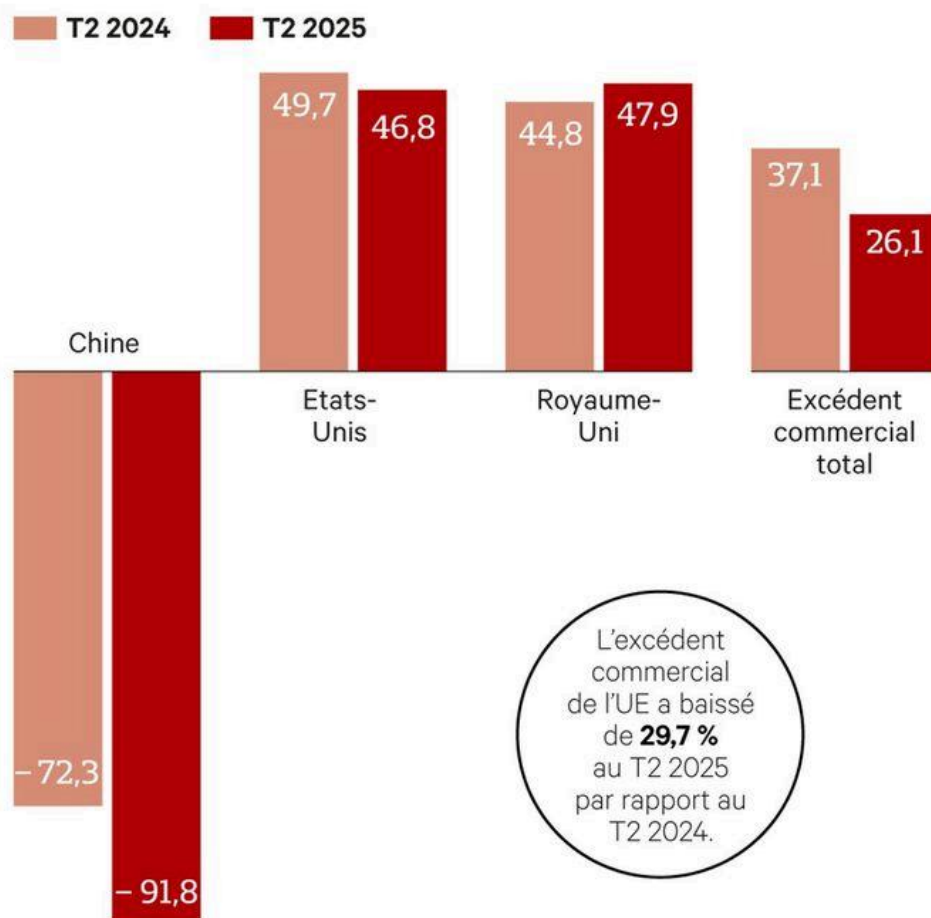
Tout va très vite avec Donald Trump : les droits de douane américains font déjà sentir leurs effets sur le commerce extérieur européen. Les chiffres publiés ce mardi par Eurostat montrent une nette dégradation de la balance commerciale de l'Union européenne au printemps : l'excédent européen a fondu de 30 %, tombant à 26,1 milliards d'euros au deuxième trimestre 2025, contre 37,1 milliards un an plus tôt.

Un changement notable est enregistré dans nos échanges de biens avec les Etats-Unis : l'UE dégage encore un excédent de 46,8 milliards avec l'Oncle Sam, mais il s'est réduit de 6 % en un an. Le recul est encore plus marquant sur les seuls mois de mai et juin.

« On constate un renversement total de la situation par rapport au premier trimestre, où les exportations européennes avaient bondi parce que les importateurs américains gonflaient leurs stocks en prévision de l'entrée en vigueur des droits de douane », commente Daniel Kral, chez Oxford Economics.

La balance commerciale de l'UE avec ses principaux partenaires

En milliards d'euros, corrigés des variations saisonnières



SOURCE : EUROSTAT



Au pire moment

Les secteurs les plus affectés sont les produits chimiques et pharmaceutiques, l'automobile et les machines-outils. Sans surprise, l'Allemagne, leader des exportations du Vieux Continent, est la première concernée : **les statistiques du commerce extérieur allemand** publiées la semaine dernière font état d'une nette détérioration. L'impact des droits de douane américains est moins visible dans les exportations françaises, peu concernées par les tarifs douaniers sur l'automobile en particulier.

LIRE AUSSI :

- **EN CHIFFRES** - Le déficit commercial de la France se creuse à nouveau au premier semestre

Ces mauvais chiffres sont d'autant plus inquiétants qu'ils arrivent avant même que l'Union européenne commence à acheter plus de biens américains, comme elle s'y est engagée dans **l'accord signé avec la Maison-Blanche** la semaine dernière.

La dégradation des échanges avec les Etats-Unis intervient au pire moment pour les Vingt-Sept, déjà aux prises avec un déficit vis-à-vis de la Chine qui ne cesse de gonfler depuis plus de deux ans. Au deuxième trimestre, il a atteint 91,8 milliards d'euros, 27 % de plus en un an.

Développer le marché intérieur

Les exportations chinoises vers l'Europe continuent à augmenter en même temps que les importations de produits européens par la Chine reculent. « Il est très inhabituel pour un pays dont la croissance est aussi forte, 5 % par an, qu'il diminue ses importations en provenance d'un partenaire commercial majeur comme l'Union européenne », relève Daniel Kral. Le problème est donc structurel.

LIRE AUSSI :

- **DECRYPTAGE - Affaiblie, l'Europe forcée de déroger à son tour aux règles de l'OMC**

« Prise en étau entre ces deux blocs, Etats-Unis et Chine, l'Union européenne doit impérativement développer son marché intérieur pour avoir un profil de croissance moins dépendant du commerce extérieur », poursuit l'économiste. La part des exportations dans le PIB de l'UE dépasse 50 %, alors qu'elle est inférieure à 11 % du PIB aux Etats-Unis. Daniel Kral prévoit « des mesures protectionnistes supplémentaires de l'Union européenne vis-à-vis de la Chine » dans les prochains mois.

Ces difficultés commencent à transparaître dans les résultats des entreprises européennes. Depuis début avril, date de l'annonce de la première salve de droits de douane par Donald Trump, les prévisions de résultats pour les industriels de l'automobile, pour les douze prochains mois, ont été revues en baisse de 25 %, pointent les experts d'UniCredit dans une note publiée ce mardi.

Vincent Collen

Les Suisses veulent choisir quand partir à la retraite

Enquête Près des deux tiers de la population suisse souhaitent avoir plus de liberté pour choisir l'âge de leur retraite, selon une enquête de Deloitte Suisse. Une large majorité des sondés se dit aussi réticente face aux réformes de l'AVS proposées jusqu'à maintenant. Le cabinet d'audit et de conseil a en effet indiqué ce mardi dans un communiqué que 68% des personnes sondées préféreraient décider elles-mêmes de l'âge de leur départ à la retraite plutôt que d'être soumises à une limite de 65 ans. L'étude propose dès lors une flexibilisation accrue de l'âge de la retraite. À l'avenir, chaque personne devrait pouvoir décider elle-même de l'âge de son départ à la retraite. Les réformes de l'AVS dans le sens d'une augmentation des charges financières ne recueillent que peu d'adhésion, selon l'enquête. La hausse des cotisations salariales est rejetée par une majorité relative de 49% des sondés. Cette étude Deloitte repose sur diverses données et sur une enquête en ligne menée auprès de 1000 personnes sur l'ensemble du territoire suisse. (ATS)

La Réserve fédérale américaine au bord du précipice autoritaire

GOUVERNANCE Donald Trump resserre son emprise sur la Fed, venant d'annoncer le licenciement de Lisa Cook, une membre du conseil d'administration. Celle-ci a annoncé qu'elle ne partirait pas, mais le rouleau compresseur MAGA semble lancé

BORIS BUSSLINGER, WASHINGTON

Donald Trump avertissait depuis plusieurs jours que Lisa Cook devait démissionner sinon quoi il la «virerait». Il a mis sa menace à exécution. Lundi, dans l'une de ses habituelles communications sur les réseaux sociaux, le président américain a remercié la gouverneure nommée par Joe Biden en 2022. Ce qui est une première depuis la création de la Fed en 1913. Dans un tour de passe-passe juridique, le républicain, qui ne peut normalement pas intervenir dans les affaires de l'institution indépendante, a invoqué un statut de la Fed permettant au locataire du Bureau ovale de révoquer une membre du conseil d'administration pour «motif valable».

Ce dernier, fourni au milliardaire par Bill Pulte, responsable de l'Agence de financement du logement (FHFA) – qu'il a nommé lui-même – incrimine la première femme noire à ce poste pour «falsification de documents bancaires et de registres de propriété afin d'obtenir des conditions d'emprunt favorables» sur deux prêts immobiliers. La Géorgienne, dont l'actuel mandat de quatorze ans expire en 2038, a annoncé qu'elle ferait recours. Cependant, Donald Trump, comme pour toute autre branche étatique américaine, n'a aucune intention d'abandonner son rêve de contrôle de la Fed. Quoi qu'en pensent les marchés.

«Une tentative flagrante de détourner l'attention»

Les États-Unis se réveillaient hier dans une nouvelle tempête suscitée par les coups de boutoir de l'administration Trump contre les institutions américaines. Sur le billot: l'indépendance de la Fed. Depuis des mois, le président américain souhaite que l'institution baisse ses taux d'intérêt, ce qui permettrait de stimuler l'emploi mais



Lisa Cook lors de sa prestation de serment comme gouverneure de la Fed, le 23 mai 2022 à Washington. (OLIVIER DOULIERY/AFP)

comporte un risque inflationniste. Jerome Powell, son président, s'y est jusqu'ici refusé. Malgré un harcèlement sans précédent du président – constitutionnellement astreint au respect de la séparation des pouvoirs – qui insulte sans vergogne sur les réseaux sociaux son camarade du Parti républicain depuis des mois. Alors qu'il l'a lui-même nommé à la tête de l'institution en 2018.

Le président de la Réserve fédérale, Jerome Powell, sauve pour le moment son siège

Ce dernier doit quitter ses fonctions en mai prochain; toutefois Donald Trump essaie par tous les moyens de précipiter son départ. Comme pour Lisa Cook, le président fait recours à des dossiers annexes pour arriver à ses fins: dans le cas de Jerome Powell, une

«mauvaise gestion» alléguée des travaux de rénovation du siège de l'institution. Le président de la Fed, qui a récemment laissé entendre qu'il pourrait quand même baisser les taux d'intérêt, sauve pour le moment son siège. Le licenciement de Lisa Cook – «une tentative de détourner l'attention sur l'incapacité de l'administration à réduire les coûts et d'installer un fidèle qui mettra en œuvre son programme sans poser de questions», dénonçait hier le Congressional Black Caucus, organisme qui représente les Afro-Américains au Congrès – indique cependant que Donald Trump ne reculera pas.

Les investisseurs peu enthousiastes

Sa tactique, estiment la plupart des analystes, est la suivante: sur les 12 membres votant sur les décisions de politique monétaire, deux se sont déjà exprimés en faveur d'une baisse des taux d'intérêt. Nommé à la Fed début août en remplacement ad interim d'un gouverneur démissionnaire, Stephen Miran, un proche de Trump, est

également dans le camp du président. Il n'est censé rester en poste que jusqu'en janvier. Mais qui sait si cette échéance sera respectée. Si Donald Trump obtient le départ effectif de Lisa Cook, il aura quatre partisans dans l'organe suprême de la Fed, auquel il faudra ajouter celui ou celle qui succédera à Jerome Powell en juin 2026.

Avec cinq votes acquis sur un panel de 12 membres, qui prend ses décisions de politique monétaire à la majorité, cette faction rapprocherait Donald Trump de son objectif, désormais limpide pour tous les observateurs: indirectement diriger lui-même la banque centrale par l'intermédiaire de fidèles. En réponse à l'annonce du licenciement de Lisa Cook, dont le prochain épisode se déroulera vraisemblablement devant les tribunaux, les investisseurs se sont départis hier de leurs obligations à long terme du gouvernement américain, dont la dette a récemment atteint le palier record de 37 000 milliards de dollars. Le dollar poursuit également sa chute (-0,3% ce mardi, -9% depuis le début de l'année). ■

Abstimmung über die Neutralität mit Stichfrage

Der Gegenvorschlag zur SVP-Initiative nimmt eine wichtige Hürde – ein komplizierter Urnengang zeichnet sich ab

FABIAN SCHÄFER

Als Schweizer Bürger ist man einiges gewohnt. Aber die Abstimmung über die Neutralität, die sich abzeichnet, wird ein besonders schwieriger Fall. Das hat nicht nur mit dem emotional aufgeladenen Thema zu tun, sondern auch mit den Spielregeln der direkten Demokratie: Zum ersten Mal seit 2010 bahnt sich eine Volksabstimmung mit Stichfrage an.

Zurückhaltendere Definition

Auslöser ist eine Volksinitiative der SVP. Sie möchte eine Definition der Neutralität in der Bundesverfassung verankern. Ihr Text würde den politischen Spielraum vor allem im Umgang mit Sanktionen und Sicherheitskooperationen einschränken. Dass die anderen Parteien davon wenig halten, war klar. In den

letzten Wochen hat sich jedoch ein unerwartet breiter Konsens gebildet, dass es nicht genügt, die Initiative dem Volk einfach nur zur Ablehnung zu empfehlen.

Stattdessen hat der Ständerat beschlossen, den SVP-Vorschlag mit einem direkten Gegenentwurf zu kontern. Wie sich am Dienstag zeigte, könnte dieser Plan auch im Nationalrat auf Anklang stossen: Seine Aussenpolitische Kommission hat entschieden, den Gegenentwurf unverändert in die Vernehmlassung zu schicken. Ob die Kommission den Vorschlag unterstützt, will sie erst danach entscheiden. Mit dem vorgeschlagenen Text würde die Neutralität ebenfalls explizit definiert, allerdings deutlich zurückhaltender und ohne die Sanktions- und Sicherheitspolitik grundsätzlich infrage zu stellen.

Mit einem direkten Gegenentwurf kann das Parlament einer Initia-

tive eine rechtlich ebenbürtige Alternative gegenüberstellen, die ebenfalls in der Verfassung verankert würde. Für den Urnengang braucht es in diesem Fall drei Fragen: Zum einen müssen die Stimmberechtigten separat angeben, ob sie die Initiative und den Gegenentwurf annehmen oder ablehnen. Zum anderen können sie in der Stichfrage ankreuzen, welcher Variante sie den Vorzug geben, falls beide angenommen werden.

Urnengang frühestens 2027

Die letzte solche Abstimmung hat vor fünfzehn Jahren stattgefunden, damals ging es um die Ausschaffungsinitiative der SVP. Dieser Urnengang hat zu einem denkwürdigen Resultat geführt, das Zweifel am Prozedere weckt: Die Initiative wurde angenommen, der Gegenvorschlag scheiterte – in der Stichfrage

jedoch hat sich eine knappe Mehrheit für den Gegenvorschlag ausgesprochen.

Es ist offensichtlich, dass hüben und drüben taktisch abgestimmt wurde: Die SVP bekämpfte den Gegenvorschlag, obwohl er aus ihrer Sicht besser war als der Status quo. Linke hingegen sagten zweimal Nein, weil sie gar keine Verschärfung wollten – und haben damit unfreiwillig dazu beigetragen, dass am Ende die striktere Variante in Kraft trat.

Bei der Neutralitätsinitiative könnten sich ähnliche Fragen stellen. Es gab zwar seither mehrere direkte Gegenentwürfe zu Themen wie Velowegen oder Jugendmusik. Aber in all diesen Fällen gab es Absprachen: Die Initiativen wurden zurückgezogen, weil ihre Urheber mit dem Gegenvorschlag einverstanden waren. Damit ist bei der Neutralitätsinitiative der SVP nicht zu rechnen. Die Abstimmung dürfte frühestens 2027 stattfinden.

Lois corsets: appel au double non le 28 septembre

Scrutin Le comité référendaire dénonce une «attaque frontale contre les services publics».

Partis de gauche, syndicats et associations unis dans le comité «Non aux lois corsets» invitent à glisser un double non dans les urnes le 28 septembre. Face à la presse ce mardi, une dizaine d'intervenants ont alerté contre les conséquences délétères pour les services publics de ces deux mécanismes de freins aux dépenses.

En cas de déficit budgétaire, l'un interdirait la création de tout nouveau poste permanent à l'État – à l'exception des enseignants; pour l'autre, la hausse des charges non contraintes ne pourrait, proportionnellement, pas dépasser celle de la population. Des dérogations sont prévues, mais conditionnées au vote du budget à une majorité de deux tiers du parlement.

Des lois «impraticables»

Alice Lefrançois, du syndicat SIT, pointe l'absurdité de corréler la hausse des charges à celle de la population. «Entre 2014 et 2024, celle-ci a augmenté de 10%, tandis que le nombre d'enfants dans des structures spécialisées a augmenté de 27%, le nombre de gens soignés à l'hôpital de 25% et celui des procédures judiciaires de 15%. Les dossiers à l'aide sociale ont explosé depuis 2012 (+54%), et concernant le nombre d'heures de soins assurées par l'IMAD, la hausse s'élève à 38%».

«Ces lois sont impraticables, conclut-elle, car pour répondre aux besoins à l'hôpital, faudrait-il couper dans les effectifs de la police?» La droite veut forcer le Conseil d'État et le Grand Conseil

à fixer des priorités claires. «Cela fait longtemps que les services publics sont à l'os, le Conseil d'État refuse ces mécanismes, car il en est parfaitement conscient», balaille Davide De Filippo, président de la Communauté d'action syndicale.

Pour faire tourner les services, l'État engagera des auxiliaires, voire sous-traitera des missions, et donc précarisera les employés, s'inquiète la présidente du Cartel intersyndical du personnel de l'État, Geneviève Preti.

Elle pronostique aussi que les premiers à pâtir de ces freins seront les fonctionnaires puisque le Conseil d'État, en cas de difficultés budgétaires, «commence toujours pas supprimer les mécanismes salariaux – annuité, indexation, formation continue». Les postes perdront en attractivité, alors que la santé ou le pénitencier ont besoin de bras, ajoute-t-elle.

Pour le Vert Julien Nicolet-dit-Félix, ces lois sont «lâches», car la droite, majoritaire, pourrait opérer elle-même des coupes, mais elle préfère déléguer ces décisions impopulaires.

«Ces corsets budgétaires, qui ne sont même pas justifiés par une nécessité financière, menacent directement notre modèle social en mettant en péril des prestations essentielles pour la population et les personnes âgées en particulier», conclut Ueli Leuenberger, président de l'Avivo, le lobby des retraités.

Rachad Armanios

Large front à gauche en faveur de l'initiative piétonne des Verts

Votation Les Genevois seront appelés aux urnes le 28 septembre pour déterminer l'avenir des infrastructures piétonnes dans le canton. La population se prononcera sur l'«initiative piétonne» proposée par les Verts, ainsi que sur son contre-projet, soutenu par le Conseil d'État et la majorité du Grand Conseil.

Selon les partisans de l'initiative, il est nécessaire d'accepter le texte de base, le seul à même d'offrir aux piétons les aménagements qu'ils méritent face à un contre-projet «alibi».

«Aujourd'hui, la marche représente entre 40 et 50% des déplacements dans le canton, expose Cédric Jeanneret, député Vert. Et pourtant, elle doit se partager un tiers de la voirie avec les vélos, les bus et les parcs. Les transports individuels motorisés, eux, occupent les deux tiers restants.»

Contre-projet «vide de sens»

Pour corriger cette injustice, l'initiative prévoit d'inscrire la séparation des flux piétons et cyclistes dans la loi sur la mobilité douce. Elle propose aussi d'investir 40 millions de francs par année dans le développement des infrastructures piétonnes. Pourquoi cette somme? «C'est à peu près les économies que réalise la société grâce à la marche, tant en matière de santé que d'aménagements», sourit Cédric Jeanneret.

Quant au contre-projet qui leur est opposé, les initiants le qualifient de texte «vide de sens». Ce dernier stipule que les cheminements piétons devront te-

nir compte des besoins des personnes à mobilité réduite et disposer d'une signalétique claire.

Sauf que les premiers concernés semblent insatisfaits de cette proposition. «Nous refusons d'être le faire-valoir des partisans du contre-projet, prévient Olivier Dufour, vice-président de la FÉGAPH, faîtière des associations de personnes à mobilité réduite. Leur texte va déjà moins loin que la Constitution suisse et les normes de l'ONU. Le seul moyen de sécuriser les itinéraires est de faire des investissements réels en faveur des piétons.»

«Pas antivoitures»

L'initiative prévoit aussi des aménagements dans les zones rurales. Est-ce vraiment pertinent? «C'est précisément dans ces endroits que, selon nos études, près de 39% des parents ont peur de laisser leurs enfants marcher jusqu'à l'école et donc les emmènent en voiture. Il faut briser ce cercle vicieux», plaide Didier Bonny, membre de l'ATE Genève.

Et le comité l'assure, cette initiative n'est pas antivoitures. «Nous ne cherchons pas à opposer les modes de transport, mais bien à améliorer la circulation pour tout le monde, précise Marcos Weil, représentant de Mobilité piétonne Genève. Tous les déplacements commencent et finissent par de la marche. Et si plus de monde lâche la voiture, cela fera plus de place pour ceux qui ne peuvent pas s'en passer.»

Emilien Ghidoni

Donald Trump affiche son impérialisme technologique

NUMÉRIQUE La menace du président des Etats-Unis d'imposer des droits de douane supplémentaires aux pays qui taxent ou réglementent le secteur est symptomatique d'une vision qui consiste à accélérer le développement technologique par tous les moyens

GRÉGOIRE BARBEY

Donald Trump veut mettre les pays du monde entier au diapason de la vision américaine en matière de technologie. Le président des Etats-Unis a menacé lundi d'imposer des droits de douane additionnels «substantiels» à ceux qui appliqueraient des taxes et réglementations numériques jugées discriminatoires pour les entreprises américaines.

La Suisse, qui assujettit les exploitants de plateforme numérique à la TVA depuis janvier 2025 sous certaines conditions, pourrait-elle être concernée? Impossible de le dire à ce stade, tant les déclarations de Donald Trump sont suffisamment vagues pour englober toute mesure qui pourrait lui déplaire.

Quelques heures avant les déclarations du président américain, l'agence Reuters avait d'ailleurs affirmé que l'administration Trump envisagerait de sanctionner des responsables de l'Union

européenne dans le cadre de l'application du règlement sur les services numériques (DSA).

Ce texte impose une série de règles à toutes les entreprises qui fournissent des services en ligne sur le territoire européen, parmi lesquelles des obligations en matière de responsabilité, de transparence et de protection des droits fondamentaux. Les plateformes qui comptent plus de 45 millions d'utilisateurs (soit 10% de la population de l'ensemble des Etats membres) doivent par ailleurs répondre à des exigences renforcées.

Règles européennes critiquées

L'arsenal réglementaire européen inclut également d'autres textes portant sur les marchés numériques ou encore l'intelligence artificielle. Certains sont appliqués depuis peu, d'autres déploient progressivement leurs effets. Mais tous sont largement critiqués par bon nombre d'acteurs américains.

Donald Trump affirme vouloir limiter les «discriminations» envers les entreprises américaines, qui seraient pénalisées par de telles mesures. Pourtant, la réglementation européenne s'applique à tous les acteurs économiques, indépendamment de

leur origine. Elles sont justement censées garantir une saine compétition.

Le président des Etats-Unis semble plutôt déterminé à imposer sa vision de la technologie au monde entier, laquelle se caractérise par l'abolition de toute mesure qui pourrait potentiellement freiner son développement. Peu de temps après son entrée en fonction, Donald Trump avait détricoté les rares garde-fous mis en œuvre par son prédécesseur en matière d'intelligence artificielle.

Le plan d'action en matière d'IA publié par la Maison-Blanche le 23 juillet peut être considéré à ce titre comme programmatique. L'administration américaine y dévoile la manière dont elle entend lâcher la bride à son industrie pour permettre aux Etats-Unis de conserver leur domination sur le plan technologique.

Jusqu'ici, rares sont les pays à avoir tenu tête au président des Etats-Unis. Le Canada avait, lui, abandonné sa taxe sur les services numériques en juin pour montrer patte blanche à l'égard de Donald Trump. L'Union européenne, qui se pensait tirée d'affaire avec des droits de douane de 15%, va-t-elle réagir ou s'aplatira-t-elle une nouvelle fois face à la puissance américaine? Pour l'heure, elle a rap-

pelé que la réglementation relevait de son droit souverain.

Influence sur la politique intérieure

Et quid de la Suisse, sonnée de voir ses exportations vers sa «république sœur» taxées à hauteur de 39%? Au printemps, le Conseil fédéral avait décidé de repousser sa prise de position sur le projet de réglementation des réseaux sociaux et moteurs de recherche. Certains élus fédéraux et autres représentants d'organisations de la société civile y avaient vu une tentative de ne pas froisser Donald Trump en pleine guerre commerciale.

La question des réseaux sociaux n'est pas le seul dossier technologique sur la table du Conseil fédéral. Celui-ci doit aussi se prononcer sur la manière d'encadrer l'intelligence artificielle. Face à la pression croissante exercée par les Etats-Unis, tout porte à croire que les autorités suisses pourraient être tentées de suspendre toute avancée en la matière.

Qu'il mette ses menaces à exécution ou non, Donald Trump crée par ses déclarations un climat d'incertitude lui permettant de peser sur la politique intérieure d'autres pays. Finira-t-il par rencontrer une quelconque résistance de la part des Etats qui en sont victimes? ■

ANALYSE